

Compte-rendu de lecture critique

Jean-Pierre Chrétien (dir), *L'Afrique de Sarkozy : Un déni d'histoire*, Paris, Karthala, 2008, 204 pages

Francis Arsène Fogue Kuate*, Université de Ngaoundéré (Cameroun)

Le livre intitulé *L'Afrique de Sarkozy : un déni d'histoire* est une riposte intellectuellement et scientifiquement menée au discours, afro-pessimiste et à la limite provocateur, prononcé par le Président français Nicolas Sarkozy à Dakar (Sénégal), le 26 juillet 2007. Sans prétention aucune de « lancer une énième polémique anti-Sarkozy dont se repaissent certains organes de presse » (p.11), les auteurs de cet ouvrage, publié aux éditions Karthala, sous la direction de Jean-Pierre Chrétien, ont voulu restituer la vérité historique sur le passé de l'Afrique. L'esprit du livre, comme le précise J-P. Chrétien dans son propos introductif, est de : « réagir face à ce discours, prendre position sur cet acte public, stupéfiant dans sa forme, même si le fond n'en est hélas que trop banal » (p.11). Ceci revient donc à dire que la lecture et la compréhension de ce livre de 204 pages sont indissociables du discours du 26 juillet 2007 devenu célèbre et historique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle son texte intégral figure en annexe du livre (pp.191-202). Impossible donc de faire abstraction de ce discours qui, au-delà d'être un simple message à l'endroit des populations dakaroises et africaines, constituait en quelque sorte un « discours fondateur de la nouvelle politique africaine française » tel que l'énonce Kroubo (2009). Ceci explique pourquoi ce discours, qui inaugurerait le premier périple en Afrique au Sud du Sahara, du président français nouvellement élu, a suscité l'émoi de nombreux Africains et Occidentaux. Rédigé par Henri Guaino, l'allocution de Nicolas Sarkozy, que J-P Chrétien qualifie de « rhétorique, vibrante de la recherche de *captatio benevolentiae* » (p.9), a eu l'effet d'une onde de choc sur les relations entre son pays et l'Afrique car « les déclarations du président de la République sur l'Afrique constituaient une position officielle de notre temps, pas un document d'un autre âge. Les enjeux, idéologiques, politiques et sociaux, en sont trop graves... » (p.12).

Après avoir relevé la part de responsabilité des Africains dans la déliquescence de leur continent ainsi que sa marginalité et son anhistorisme, le président français, s'appropriant, dans une logique de récupération politique, les théories hégéliennes euro-péo-centrées des XVIIIème et XIXème siècles tel que le démontre Olivier Pironet (2007),

* L'auteur prépare un doctorat en histoire politique qui l'a amené à effectué un stage de recherche à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest dans le cadre d'une bourse AUF. Chercheur assistant au Centre d'appui à la recherche-Laboratoire des Sciences sociales (Car-Lss), il est par ailleurs membre du Conseil pour le développement des sciences sociales en Afrique (Codesria).

n'a pas manqué de demander à l'Afrique d'entrer dans l'histoire.¹ Pour beaucoup, ce discours permettait de vaticiner sur l'attitude de l'Élysée envers les États Africains. Il constituait un signe avant-coureur de l'avenir des relations entre la France et l'Afrique. C'est justement à ce titre que les allégations contenues dans ce discours risquaient de pervertir, encore plus, la nature de ces relations. S'appuyant sur des images, des stéréotypes, des théories rétrogrades et des conceptions erronées de l'histoire africaine, Nicolas Sarkozy, à qui incombait désormais la lourde tâche de définir et de conduire la politique africaine de la France, a semblé tout ignorer de l'Afrique, son partenaire historique. A travers les lignes de son discours, il présentait, décrivait, caractérisait, donnait un aperçu de son Afrique à lui. La formulation de la première partie du titre de l'ouvrage, *L'Afrique de Sarkozy*, est assez révélatrice sur ce point. Le président Sarkozy avait une image fantasmée, stéréotypée et travestie de l'Afrique. Il décrit « une Afrique qui n'existe pas et qui rappelle les visions paternalistes du XIXe siècle ».² Dès lors, le lecteur était en droit de s'interroger sur l'orientation future de la politique africaine de la France qui semblait dépendre « d'un héritage intellectuel obsolète, vieux de près d'un siècle, malgré les rafistolages » (Mbembe, 2007) et fortement dominé par une « vision primitiviste des sociétés africaines » (p.9).

Le fait que ce discours « adhère de manière provocante aux clichés anthropologiques les plus rétrogrades » (p.25) ne laissait planer aucun doute sur ce que la politique africaine de Nicolas Sarkozy serait une politique de « l'ignorance volontaire » sous-tendue par un déni de responsabilité tel qu'indiqué par Achille Mbembe (2007). D'où le bien fondé de la deuxième articulation de l'intitulé de l'ouvrage, *Un déni d'histoire*. Déni d'histoire dans la mesure où, à travers le discours Sarkozy-Guaino, l'État français a consciemment mis au bûcher plusieurs pages de l'histoire africaine. C'est donc dans l'optique de corriger ce crime de lèse-majesté contre l'Afrique que cinq intellectuels africains et africanistes ont bien voulu conjuguer leurs plumes pour produire cet ouvrage. Il s'agit des historiens Jean-Pierre Chrétien, Pierre Boilley, Achille Mbembe, Ibrahima Thioub et Jean-François Bayart. La constitution de ce quintette d'auteurs traduit l'idée et la philosophie de la Françafrique.³ Elle permet de relever une prédominance d'historiens qui se justifie par la ligne éditoriale ayant aiguillonné la rédaction de cet ouvrage à savoir : « faire avancer la compréhension de l'Afrique » en lui restituant son histoire. Toujours est-il que chacun de ces auteurs a sagement usé de son expérience pour donner un contenu à cet argumentaire constitué de quatre chapitres d'inégale longueur.

Dans une contribution courte mais dense de quatre pages (pp. 31-34), Jean-François Bayart a procédé à une analyse à chaud du discours de Nicolas Sarkozy. Il exprime sa stupéfaction face aux « propos dakarois de Nicolas Sarkozy » tout en décriant leur incongruité « dans une université qui porte le nom de l'un des principaux penseurs de la négritude. » (p.32). Empruntant au registre de l'ironie, il ajoute que « Nicolas Sarkozy, qui aime à citer les grands auteurs républicains, aurait pu aussi bien reprendre le *Discours sur l'Afrique* de Victor Hugo, en 1879... »⁴ (*ibid*). La particularité de cette contribution réside cependant dans le fait qu'elle laisse transparaitre la logique de continuité qui

¹ Pour Nicolas Sarkozy : « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. » discours de Dakar, 26 juillet 2007

² ROBERT, Anne-Cécile, « Un discours controversé : l'Afrique au Kärcher », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/09/ROBERT/15092>

³ On note en effet que ce quintette est constitué de Français (J-P Chrétien, J-F Bayart, P. Boilley) et d'Africains (A. Mbembe, Ibrahima Thioub) sans occulter la supériorité numérique des premiers sur les seconds.

⁴ Dans ce texte, Victor Hugo procède à une description calamiteuse et outrageante que Bayart ne se prive pas de reprendre : « ce bloc de sable et de cendre, ce morceau inerte et passif qui depuis six mille ans fait obstacle à la marche universelle ». Voir page 32.

caractérise la politique française de Nicolas Sarkozy. Cette logique transparait à travers la formulation même du titre de cette contribution, « Y a pas rupture patron ! ». Décryptant les propos contenus dans le discours de Dakar tout en invoquant « le pragmatisme de la Realpolitik », l'auteur postule que « les appels vibrants en faveur de la refondation de la relation franco-africaine, durant la campagne électorale, n'engageaient que ceux qui avaient voulu y croire ou qu'avaient désespérés les paroles ineptes de Ségolène Royal... » (pp.31-32). Cette vision du discours dakarois de Nicolas Sarkozy se reprecise avec Kroubo (2009) qui estime que le président Sarkozy a déçu la jeunesse africaine en oubliant les promesses qu'il avait formulées dans son discours électorale de 2007 où il dénonçait « les liens mafieux entretenus par ses prédécesseurs avec certains dirigeants africains à travers la Françafrique (...). Mais une fois au pouvoir, Sarkozy se confronte à la puissance françafricaine. Incapable de changer la politique néocoloniale de cette institution, il soutient, comme ses prédécesseurs, Deby, dans la dernière guerre du Tchad. Il fait profil bas devant Oumar Bongo humilié par les médias français et envoie Claude Guéant et Alain Joyandet à Libreville pour effacer la bavure de Jean-Marie Bockel ». A toutes ces évocations qui traduisent la virevolte de Nicolas Sarkozy dans ses rapports avec la Françafrique, nous pourrions ajouter la visite de François Fillon au Cameroun en mai 2009 ; la création, au sein du gouvernement français, d'un Secrétariat général du Cinquantenaire des ex-colonies françaises d'Afrique ; la participation des troupes françaises au défilé marquant la célébration des cinquante ans d'indépendance du Sénégal ; la tenue du sommet Afrique-France de Nice en mai 2010 et la participation des chefs d'Etats africains et leurs armées aux festivités du 14 juillet 2010.⁵ Autant d'éléments qui démontrent, s'il en était encore besoin, la soumission désormais manifeste du président Sarkozy à la tradition françafricaine. La Françafrique continue ainsi d'être le « plus grand scandale de la République » (Verschave, 2003).

S'éloignant des considérations un peu trop politiciennes du discours de Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Chrétien, qui signe le deuxième chapitre de cet ouvrage, se munit de ses lunettes d'historien spécialiste de l'Afrique, pour scruter les sources lointaines de l'histoire africaine afin d'y trouver des repères, des faits et des événements objectivant le riche passé historique de ce continent. Situait le début de son analyse aux derniers millénaires avant l'ère chrétienne, il nous invite à revisiter « les premières formes d'exploitation des céréales et des bovins et les plus anciennes céramiques du monde » sans oublier les techniques agricoles propres liées à la gestion de l'espace et les constructions religieuses et politiques (pp. 40-48). Il ne manque pas non plus de nous rappeler l'épisode de la Traite négrière. Bien que l'on puisse saluer l'esprit de synthèse de cet auteur qui traduit sa bonne maîtrise du sujet, certains spécialistes de l'histoire ancienne de l'Afrique comme Théophile Obenga (2005) ou Cheikh Anta Diop (1955) pourraient cependant lui reprocher sa concision dans l'évocation de l'Egypte pharaonique dont les influences sur l'histoire et la civilisation de l'humanité ne sont plus à démontrer.

Autre contribution, autre approche d'analyse, celle de l'historien camerounais Achille Mbembe dont la particularité des réflexions réside dans leur approche philosophique avec un recours poussé aux considérations liées à l'imaginaire. Dans un imposant texte de 42 pages (91-132), il s'offusque de ce qu'après plusieurs années de collaboration, les « Occidentaux » et plus précisément les Français, ne parviennent toujours pas à véritablement connaître l'Afrique qu'ils ne cessent de considérer comme un « continent de l'étrangeté ». Pour lui, l'Afrique est « l'interminable puits aux fantasmes » où viennent s'abreuver les Occidentaux⁶ assoiffés d'exotisme. Un exotisme qui

⁵ La plupart des chefs d'Etats de l'ancien pré carré colonial français ont participé à ce défilé à l'exception du président ivoirien Laurent Gbagbo, qui a rejeté l'invitation de l'Elysée.

⁶ Nous employons le terme « Occidentaux » ici pour désigner non seulement le Français, mais aussi les Américains, les Britanniques et toutes les autres nationalités d'européens ayant été en contact avec l'Afrique.

les maintient paradoxalement dans une ignorance parfois volontaire dès lors qu'il coalise avec la notion de racisme qui empêche de véritablement découvrir et connaître l'Autre.

Emboitant le pas à Achille Mbembe, Pierre Boilley soulève la problématique d'un enseignement ouvert au monde dans le contexte français. Il s'interroge sur la raison d'être de la méconnaissance du passé africain qui « se perpétue voire s'aggrave, laissant la place libre aux stéréotypes de tout poil, à un afropessimisme bien vivace, à la concurrence des mémoires et autres joyusetés de débat français » (p.134). Fondant sa réflexion sur l'analyse des programmes scolaires, des sujets d'agrégation et de la place des études africaines dans la recherche et l'université françaises, il jette l'anathème sur le système éducatif qui, selon lui, fait obstacle à ce que se mette en place une « culture minimale » sur l'histoire et les réalités sociales de l'Afrique. Pourtant la moisson abonde en ce qui concerne la production scientifique sur l'histoire de l'Afrique tel le démontre le dernier article de l'ouvrage qui porte la signature de Ibrahima Thioub.

De nationalité sénégalaise, Ibrahima Thioub est enseignant d'histoire à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar qui sert de cadre à l'allocution du président français. Est-ce un simple fait du hasard ou un choix volontaire de l'éditeur que cet ouvrage collectif se referme par sa contribution ? Difficile de savoir. Toujours est-il qu'Ibrahima Thioub fut l'un des premiers intellectuels africains à réagir au discours de Nicolas Sarkozy à travers une lettre ouverte adressée à ce dernier. Cet ouvrage lui donne une nouvelle opportunité de réagir à ce discours en proposant une bibliographie commentée et détaillée de travaux fondateurs sur l'histoire africaine. Cette présentation bibliographique s'agrémente d'un effort d'analyse qui permet à l'auteur de noter et de justifier l'unilatéralisme des échanges académiques Nord-sud qui sont en défaveur de l'Afrique. D'après lui, cet unilatéralisme s'explique par « la faiblesse quantitative de la participation des universitaires africains à la production des savoirs sur le continent et la diffusion restreinte de leurs publications, du fait de la déliquescence de l'édition et de la distribution locales » (p.170).

Ainsi donc, cet ouvrage collectif a le mérite de tirer la sonnette d'alarme sur l'ignorance dont est victime l'histoire africaine dans les milieux académiques et politiques européen en général et français en particulier. Il est une exhortation à la prise en compte du passé réel des populations africaines dans l'élaboration des politiques d'échange et de coopération avec l'Afrique. Force est cependant de constater que cette exhortation ne s'est pas faite sans s'accompagner de quelques manquements.

En effet, la lecture de cet ouvrage donne l'impression que ses auteurs ignorent eux-aussi les réalités de l'Afrique. Il peut en effet leur être reproché de présenter ou de considérer l'Afrique comme une entité monolithique qui aurait une même histoire. Ce qui est très loin de refléter la réalité. Ces auteurs ont été pris au piège d'une approche globalisante laissant transparaître la fallacieuse impression que l'Afrique est une entité homogène et que toutes les régions de ce continent partagent une même histoire. Pourtant, Aminata Diaw (2004) nous fait remarquer qu'« il n'y a pas de réalité homogène » en Afrique et qu'on devrait parler des Afriques plutôt que de l'Afrique. Les auteurs de cet ouvrage, tout comme le Président Sarkozy, n'ont pas tenu compte du caractère plural des sociétés africaines qui ont des trajectoires historiques parfois très différentes. C'est d'ailleurs cette pluralité africaine qui justifie les divergences des réactions au discours de Dakar. Pendant que certains hommes politiques africains tel que Alpha Oumar Konaré, ancien Président malien et Président de la commission de l'Union Africaine régissaient

négativement à ce discours, d'autres, à l'instar du Sud-Africain Thabo Mbeki, adressaient leurs félicitations au président Sarkozy.⁷

Le caractère plural de l'Afrique et donc de ses sociétés et de leur vécu historique se vérifie avec plus d'exactitude à travers la prise en compte de l'Afrique du Nord et de l'Afrique au Sud du Sahara. Les dynamiques historiques de ces grandes aires géographiques du continent africain –qui n'est pas seulement noir- diffèrent lorsqu'on tient notamment compte de la période dite de la Traite négrière et plus précisément la Traite transatlantique. L'Afrique blanche et l'Afrique noire n'ont pas expérimenté ces faits historiques de la même façon. Les Africains du Nord n'ont pas connu cet épisode de l'histoire de l'Afrique noire qu'est la Traite Négrière. L'onomastique de la dénomination de cette pratique traduit à suffisance l'idée que les « nègres » en étaient les seuls victimes. Seuls les Noirs étaient déportés vers les plantations de cannes à sucre du « nouveau monde.» Cet exemple à lui seul permet de remettre en question l'idée d'une « histoire de l'Afrique » tellement scandée par le Président Sarkozy et relayée par les auteurs de cet ouvrage qui, de par leur approche analytique globalisante, attestent ce que Jean Copans (1990) appelle « l'aspect brouillon » de la scène africaine dans les sciences sociales. Cette approche globalisante a eu pour effet de maintenir l'Afrique du Nord sous embargo dans cet ouvrage. L'essentiel des textes qui y sont publiés se rapportent à l'Afrique noire, pourtant. André Julien Mbem (2007) souligne que « C'est de manière générale à l'Afrique toute entière » que s'adresse le discours de Dakar (p.20). Le lecteur aurait donc pu s'attendre à lire des contributions d'auteurs originaires ou de chercheurs travaillant sur l'Afrique du Nord ; s'il est admis que le critère langue (utilisation de la langue française), pourrait être invoqué pour justifier l'absence d'un regard en provenance des parties anglophone et lusophone de l'Afrique. Un recours à ces autres aires géographiques du continent aurait permis aux auteurs de cet ouvrage d'avoir des arguments supplémentaires visant à démontrer que les sociétés africaines ont un riche passé historique. Une analyse dédiée à l'Afrique du Nord aurait à coup sûr mis en avant les travaux de l'historien Ibn Khaldoun qui, au XIV siècle, a réalisé un travail d'envergure sur l'histoire de cette partie de l'Afrique (Lacoste, 1966). Malheureusement, Jean-Pierre Chrétien et ses collaborateurs – dans le cadre de cet ouvrage – ont gardé sous silence ce riche patrimoine historique au même titre que le Président Sarkozy dont le discours « témoigne remarquablement des usages politiques qui peuvent être faits du passé, au bout desquels se profile une posture de soi face aux Autres. » (Bonniol, 2007).

L'instrumentalisation politique de l'histoire ; voilà une thématique pourtant au cœur de ce discours mais que les auteurs de l'ouvrage n'ont pas jugé bon d'approfondir bien qu'ils reconnaissent que « D'une manière générale, les politiques ne parlent pas du passé pour faire de l'histoire, même quand ils se réfèrent à la 'mémoire' collective, mais plutôt pour asseoir leur pouvoir et légitimer leur action. » (p.12). Partant de ce postulat, le lecteur était en droit de s'attendre à ce que la thématique de l'instrumentalisation politique de l'histoire soit, non seulement évoquée dans cet ouvrage commis par des historiens – pour la plupart – mais amplement développée d'un point de vue théorique en mettant l'accent sur les dérives occasionnées par cette attitude politicienne. Cet ouvrage aurait de ce fait, pu servir de psyché permettant une meilleure lecture de l'attitude dissidente de la plupart des Africains face au discours de Dakar.

En amenant le Président Sarkozy à invoquer la mémoire historique dans son discours, Henri Guaino n'a pas tenu compte du fait que l'instrumentalisation politique de l'histoire est surtout féconde dans des discours à connotation nationaliste ou patriotique. En effet, traitant de la manipulation des sensibilités nationales par le pouvoir

⁷ André Julien Mbem (2007) pense que cette appréciation portée par Thabo Mbeki sur le discours de Dakar « est une subtile révélation de la configuration nouvelle de l'Afrique » (p.13).

et ses alliés en Roumanie, Antonela Capelle-Pogăcean (1995) relève que l'histoire, « en tant qu' 'instrument de compensation idéologique des frustrations' fait son entrée triomphale dans l'actualité politique grâce au discours nationaliste » (p.225). Les « hommes politiques manient l'Histoire à leur gré, en choisissant des morceaux qui, intégrés dans une construction 'esthétique', servent des fins 'patriotiques' » (*ibid*). En invoquant le passé historique, Henri Guaino et le Président Sarkozy ont probablement cru s'adresser à leurs compatriotes français d'Outre-Mer. Ils ont semblé oublier que le discours s'adressait à des personnes qui ont revendiqué leur indépendance vis-à-vis de la France qu'elles regardent désormais avec méfiance depuis l'adoption, par le Président Sarkozy, d'une politique de l'immigration défavorable aux ressortissants Africains (Noirs). Le contexte de ce discours n'était donc pas propice à l'évocation de la mémoire historique et/ou collective. D'autant plus que cette mémoire – pour ce qui est des relations entre la France et l'Afrique – décèle des faits et des événements dont les anciennes colonies françaises voudraient bien s'affranchir. Les prosateurs de ce discours n'ont pas pris en compte l'imaginaire des ex-colonisés du pré carré français qui attribuent la responsabilité de leur malaise politique et économique à la France. Ceci permet de comprendre à bien des égards les passions tumultueuses qu'a induites le discours de Dakar chez les ressortissants des anciennes colonies françaises.

Cependant, ces quelques manquements n'entament pas la pertinence de cet ouvrage. L'émoi et les réactions provoqués par le discours de Nicolas Sarkozy, ont permis de se rendre à l'évidence que la connaissance de l'Afrique, du passé de ses sociétés, de ses cultures et de ses populations constitue un pré-requis fondamental pour la mise en branle d'une politique africaine de la France dénuée de tous préjugés susceptibles de renforcer les inégalités et les disparités qui caractérisent la Françafrique depuis la fin de l'ère coloniale. C'est donc à juste titre que les intellectuels et une partie de la classe politique africaine ont invité le président Sarkozy, à qui incombe la lourde responsabilité de mettre en œuvre la politique africaine de la France, de se mettre à l'école de l'Afrique afin de mieux la connaître et mieux négocier avec elle.⁸ Telle a été la ligne directrice de cet ouvrage.

Références

ADAME BA KONARE, *Petit Précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris : La Découverte, 2008.

DIAW, Aminata, « Nouveaux contours de l'espace public en Afrique », *Diogenes*, 2, N° 206, 2004, pp. 37-46.

BONNIOL, Jean-Luc, « « L'Afrique » immobile. À propos du discours de Nicolas Sarkozy à Dakar (26 juillet 2007) », *Bulletin Amades* [En ligne], 72 | 2007, document 10, mis en ligne le 29 juillet 2008, Consulté le 11 novembre 2010. URL : <http://amades.revues.org/index87.html>

CAPELLE-POGACEAN, Antonela, « Quelques aspects de la crise roumano-hongroise » in *L'autre Europe* 30-31, *Les intellectuels à l'Est : Argent, pouvoir, morale*, Paris : L'Age d'Homme, 1995.

⁸ ADAME BA KONARE, *Petit Précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*. Paris : La Découverte, 2008.

CHEIKH ANTA DIOP, *Nations nègres et culture: De l'antiquité nègre-égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui*, Paris : Présence africaine, 1955.

COPANS, Jean, *La longue marche de la Modernité Africaine : Savoirs, Intellectuels, Démocratie*, Paris : Karthala, 1990

KODIA, Noel, « Réseaux FrancAfrique : la rupture dans la continuité », *UnMondeLibre*, 2008 : <http://www.unmondelibre.org/node/417>

KROUBO, Jérémie, « Nicolas Sarkozy a promis la fin de la FrancAfrique : mythe ou réalité ? », *Pluricitoyen.com*, 2009 : <http://diasporasnoires.tmp31.haisoft.net/spip.php?article106>

Yves LACOSTE, *Ibn Khaldûn : Naissance de l'histoire, passé du Tiers-Monde*, Paris : Maspéro, 1966.

MBEM, André Julien, *Nicolas Sarkozy à Dakar : Débats et enjeux autour d'un discours*, Paris : L'Harmattan, 2007.

MBEMBE, Achille, « L'Afrique de Nicolas Sarkozy », *Africultures*, 2007 : http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=6784&texte_recherche=14aFRIQUE%20DE%20NICOLAS%20SARKOZY

OBENGA, Théophile, *L'Égypte, la Grèce et l'école d'Alexandrie: histoire interculturelle dans l'antiquité, aux sources égyptiennes de la philosophie grecque*, Paris : L'Harmattan, 2005.

ROBERT, Anne-Cécile, « Un discours controversé : l'Afrique au Kärcher », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/09/ROBERT/15092>

PIRONET, Olivier, « Les sources hégéliennes du discours de Nicolas Sarkozy à Dakar. Le philosophe et le président : une certaine vision de l'Afrique », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/11/PIRONET/15274>

VERSCHAVE, François-Xavier, *Françafrique : Le plus long scandale de la République*, Paris : Stock, 2003.